

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 3165

31 OCTOBRE 1991. — Arrêté ministériel portant cessation de la pêche de la sole dans les zones c.i.e.m. VIIh, j, k

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 1988 portant des mesures nationales complémentaires en matière de conservation et de gestion des ressources de pêche, notamment l'article 14;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que le quota a été presque entièrement débarqué et vu que de la sole se trouve à bord de bateaux de pêche, il y a lieu de cesser sans retard la pêche de la sole afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CEE,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. bateau de pêche : un bateau repris dans la « Liste officielle des navires de pêche belges »;

2. zones c.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission-CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985.

Art. 2. Le quota national de la sole dans les zones c.i.e.m. VIIh, j, k, est réputé avoir été épuisé.

Dans les eaux des zones c.i.e.m. VIIh, j, k, il est interdit pour les bateaux de pêche, de pêcher, de retenir à bord, de transborder et de débarquer de la sole capturée dans ces eaux après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1991, à 24 heures.

Bruxelles, le 31 octobre 1991.

P. DE KEERSMAEKER

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 3165

31 OKTOBER 1991. — Ministerieel besluit houdende beëindiging van de visserij op tong in de i.c.e.s.-gebieden VIIh, j, k

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 januari 1988 houdende aanvullende nationale maatregelen inzake de instandhouding en het beheer van de visbestanden, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het quotum nagenoeg volledig werd aangeland en dat er nog tong aan boord is van vissersvaartuigen die heden de visserijactiviteit beoefenen, dient daarom zonder verwijl de visserij op tong stopgezet te worden ten einde de door de EEG toegestane vangsten niet te overschrijden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen »;

2. i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-Commissie in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren.

Art. 2. Het nationale quotum van tong in de i.c.e.s.-gebieden VIIh, j, k wordt geacht volledig te zijn gebruikt.

De visserij op tong in de wateren van de i.c.e.s.-gebieden VIIh, j, k, verboden voor alle vissersvaartuigen alsmede het aan boord houden, het overladen en het lossen van tong gevangen in deze wateren na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1991, om 24 uur.

Brussel, 31 oktober 1991.

P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 3166

3 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'encadrement pédagogique des étudiants en stage dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécial organisé ou subventionné par la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution;

Vu le protocole d'accord signé entre l'Exécutif de la Communauté française et les Organisations syndicales en date du 7 décembre 1990;

Vu le protocole du 15 juillet 1991 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 août 1991;

- Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 3 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française et qui compte une ancienneté d'au moins 5 ans dans la fonction d'enseignant de l'enseignement fondamental.

Art. 2. Les membres du personnel enseignant visés à l'article 1er se voient reconnaître la qualification « d'agent d'encadrement pédagogique » et bénéficient d'une allocation pour l'exercice de cette mission selon les modalités définies par le présent arrêté.

Art. 3. Le candidat à la fonction d'Agent d'encadrement pédagogique doit introduire un dossier auprès d'une commission dont le mode de fonctionnement est fixé aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

Le dossier peut contenir :

- 1° la copie des certificats ou diplômes pédagogiques obtenus après la formation initiale;
 - 2° les attestations de formation continue obtenues dans les dix dernières années;
 - 3° tout document attestant d'une compétence particulière susceptible d'être bénéfique dans la mission d'agents d'encadrement pédagogique;
 - 4° un avis sur la candidature de l'intéressé de l'inspection officielle compétente.
- La commission est habilitée à demander des informations complémentaires.

Art. 4. Il est créé auprès de chaque Institut supérieur pédagogique une commission chargée de donner un avis sur chaque candidature d'agent d'encadrement pédagogique après examen des dossiers.

Art. 5. La Commission est constituée :

- 1° d'un président qui sera l'inspecteur désigné par le Ministre :
 - soit comme président du jury dans un Institut supérieur pédagogique de la Communauté française;
 - soit comme délégué du ministre dans les autres Instituts supérieurs pédagogiques.
- 2° d'un ou des vice(s)-président(s) qui sera/seront les autres inspecteurs présidents du jury ou délégués du ministre.

L'inspecteur dont l'ancienneté de fonction est la plus grande assurera la présidence.

3° de membres :

- le directeur de l'Institut supérieur pédagogique ou son représentant;
- les professeurs de psychopédagogie de l'Institut supérieur pédagogique;
- un représentant soit de l'Organisation des Etudes soit du Conseil central de l'Enseignement maternel et primaire catholique, ou de la Fédération nationale de l'Enseignement spécial catholique soit de l'Union des Villes et Communes belges selon le réseau auquel appartient l'Institut supérieur pédagogique;
- un représentant de la Fédération des écoles libres subventionnées indépendantes selon l'existence de telles écoles dans le ressort;
- un représentant de chacune des trois organisations syndicales siégeant au Comité de consultation syndicale du Ministère.
- d'un secrétaire désigné par la direction de l'Institut supérieur pédagogique parmi les membres de son personnel enseignant.

Art. 6. La Commission d'avis informe le candidat de l'avis qu'elle a donné sur sa candidature. Elle transmet cet avis pour reconnaissance officielle auprès de la Direction générale dont relève le candidat.

La Direction générale dresse la liste de tous les candidats ayant obtenu un avis favorable. Elle transmet cette liste à tous les Instituts supérieurs pédagogiques.

Tout Institut supérieur pédagogique choisit un agent d'encadrement pédagogique dans cette liste quel que soit l'Institut supérieur pédagogique auprès duquel le dossier a été introduit.

Les recours contre les avis des commissions sont examinés par une commission centrale constituée auprès de la Direction générale compétente. Les modalités de fonctionnement de cette commission centrale sont fixées par le Ministre qui a l'enseignement fondamental ordinaire et spécial dans ses attributions.

Art. 7. La qualification d'Agent d'encadrement pédagogique est valable pour cinq ans. Elle est renouvelable pour une durée de cinq ans suivant les modalités prévues par le présent arrêté.

Art. 8. Au début de chaque année scolaire, les Instituts supérieurs pédagogiques, les agents d'encadrement pédagogique reconnus et les pouvoirs organisateurs de ces derniers ou leur délégué concluent une convention.

La convention précisera les modalités de participation à des rencontres de préparation et l'évaluation des stages organisées à l'initiative de l'Institut supérieur pédagogique.

Cette convention est annuelle.

Art. 9. Dans les limites des crédits inscrits au budget, les agents d'encadrement pédagogique pourront bénéficier d'une allocation hebdomadaire d'encadrement de stages effectués par des étudiants des 2^e et 3^e années des Instituts supérieurs pédagogiques.

Cette allocation ne pourra toutefois excéder le montant équivalent à huit semaines d'encadrement de stage par année scolaire.

Le Ministre détermine les modalités pratiques de l'octroi de cette allocation.

Les services d'inspection sont chargés d'attester que la mission d'agent d'encadrement pédagogique est effectivement remplie.

Art. 10. Des modules spécifiques de formation seront organisés dans le cadre de la formation continue à partir de l'année scolaire 1991-1992.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1991.

Art. 12. Le Ministre qui a l'enseignement fondamental ordinaire et spécial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 3186

[S-C — 29459]

3 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve betreffende de pedagogische begeleiding van de stagendoende studenten in het gewoon en buitengewoon basisonderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet;
Gelet op het protokoloakkoord tussen de Executieve van de Franse Gemeenschap en de vakverenigingen, ondertekend op 7 december 1990;
Gelet op het protocol van 15 juli 1991, met de besluiten van de onderhandelingen in sectorcomité IX;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 20 juni 1991;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 5 augustus 1991;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;
Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 3 september 1991,

Besluit :

Art. 1. Dit besluit is toepasselijk op de leden van het onderwijzend personeel van de inrichtingen voor gewoon of buitengewoon basisonderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, met ten minste 5 jaar anciënniteit in een onderwijsfunctie in het basisonderwijs.

Art. 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 1 worden erkend als pedagogisch begeleider en bekomen een toelage voor die opdracht, volgens de voorwaarden bepaald in dit besluit.

Art. 3. De kandidaat voor de functie van pedagogisch begeleider moet een dossier indienen bij een commissie waarvan de werking bepaald wordt in de artikelen 4 en 5 van dit besluit.

Dit dossier kan volgende stukken bevatten :

- 1° het afschrift van de na de basisopleiding behaalde pedagogische getuigschriften of diploma's;
- 2° de attesten inzake voortgezette opleiding die in de laatste 10 jaren bekomen werden;
- 3° elk document waaruit een bijzondere bevoegdheid blijkt die nuttig kan zijn voor de opdracht als pedagogisch begeleider;
- 4° een advies van de bevoegde officiële inspectie over de kandidaatstelling van de betrokkene.

De commissie mag bijkomende inlichtingen vragen.

Art. 4. Bij elk hoger pedagogisch instituut wordt een commissie opgericht om advies te geven, na onderzoek van de dossiers, over elke kandidaat voor de functie van pedagogisch begeleider.

Art. 5. De Commissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter : de door de Minister aangewezen inspecteur,
 - hetzij als voorzitter van de examencommissie in een hoger pedagogisch instituut van de Franse Gemeenschap;
 - hetzij als afgevaardigde van de Minister in de andere hogere pedagogische instituten.
- 2° een of meer ondervoorzitters : de andere inspecteurs die voorzitter van de examencommissie of afgevaardigde van de Minister zijn.

De inspecteur met de grootste ambtsanciënniteit zit de commissie voor.

3° leden :

- de directeur van het hoger pedagogisch instituut of zijn vertegenwoordiger;
- de hoogleraar psychopedagogie in het hoger pedagogisch instituut;
- een vertegenwoordiger van de Organisatie van het Onderwijs of van de centrale raad voor het katholiek kleuter- en lager onderwijs of van het nationaal verbond van het katholiek buitengewoon onderwijs of van de vereniging van Belgische steden en gemeenten, volgens het net waartoe het hoger pedagogisch instituut behoort;
- een vertegenwoordiger van het verbond van onafhankelijke gesubsidieerde vrije scholen, indien zulke scholen in het ambtsgebied bestaan,
- een vertegenwoordiger van elke vakvereniging die zitting heeft in de syndicale raad van advies van het ministerie.

4° een secretaris, door de directeur van het hoger pedagogisch instituut aangewezen onder de leden van zijn onderwijzend personeel.

Art. 6. De adviescommissie deelt de kandidaat mee welk advies ze over hem heeft uitgebracht en bezorgt de Algemene Directie waaronder hij ressorteert, dat advies met het oog op officiële erkenning.

De Algemene Directie maakt de lijst op van alle kandidaten met een gunstig advies, en zendt die lijst aan allehogere pedagogische instituten.

Elk hoger pedagogisch instituut kiest een pedagogisch begeleider uit die lijst, ongeacht het instituut waarbij het dossier ingediend is,

Het beroep tegen het advies van een commissie wordt onderzocht door een centrale commissie bij de bevoegde algemene directie. De werking van die centrale commissie wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het gewoon en buitengewoon basisonderwijs behoort.

Art. 7. De aanstelling als pedagogisch begeleider geldt voor vijf-jaar en is, volgens de bij dit besluit bepaalde regeling, vernieuwbaar voor vijf jaar.

Art. 8. Bij de aanvang van elk schooljaar sluiten de hogere pedagogische instituten, de erkende pedagogische begeleiders en de inrichtende machten van de begeleiders een overeenkomst tot bepaling van de wijze van deelneming aan ontmoetingen met het oog op de voorbereiding en evaluatie van de stages die het hoger pedagogisch instituut organiseert.

Die overeenkomst geldt voor een jaar.

Art. 9. Binnen de perken van de begrotingskredieten genieten de pedagogische begeleiders een wekelijkse toelage voor de begeleiding van de stagedoende studenten van het 2e en 3e jaar van de hogere pedagogische instituten.

Die toelage mag niet hoger zijn dan het bedrag voor 3 weken stagebegeleiding, per schooljaar.

De Minister bepaalt de praktische regeling voor de toekenning van die toelage.

De inspectiediensten moeten bevestigen dat de opdracht als pedagogisch begeleider vervuld is.

Art. 10. Specifieke modules voor de opleiding zullen vanaf het schooljaar 1991-1992 georganiseerd worden in het kader van de voortgezette opleiding.

Art. 11. Dit besluit treedt op 1 september 1991 in werking.

Art. 12. De Minister onder wie het gewoon en buitengewoon basisonderwijs ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Ordres nationaux. — Nominations. — Promotion

Par arrêtés royaux du 12 décembre 1990 ont été nommés à la date du 15 novembre 1990 :

Ordre de Léopold

Chevalier

M. Clement L. De Coster, chef administratif à l'Administration du Commerce;

Mme Louissette Donfut, épouse Lefebvre, chef administratif à l'Administration de l'Industrie;

M. Jozef A. Hosten, inspecteur à l'Institut national de Statistique;

Mme Leona F.P. Wauters, épouse Cobbaut, chef administratif à l'Administration de l'Energie.

Ils porteront la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Palmes d'Argent

M. Marcel M.A. Geeraerd, premier ouvrier spécialiste (spéc. bâtiments) aux Services généraux.

Médaille d'Or

M. Charles L. Lissens, magasinier aux Services généraux.

Ordre de Léopold II

Chevalier

MM. :

Jozef Duym, commis chef à l'Office central des Contingents et Licences;

Marcel H. Mahute, commis chef à l'Institut national de Statistique;

Mme Georgette M.G. Mambourg, épouse Thome, secrétaire de direction à l'Administration des Mines;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Nationale Orden. — Benoemingen. — Bevordering

Bij koninklijke besluiten van 12 december 1990 werden, met ingang van 15 november 1990, benoemd :

Leopoldsorde

Ridder

De heer Clement L. De Coster, bestuurschef bij de Administratie van de Handel;

Mevr. Louissette Donfut, echtg. Lefebvre, bestuurschef bij de Administratie van de Nijverheid;

De heer Jozef A. Hosten, inspecteur bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

Mevr. Leona F.P. Wauters, echtg. Cobbaut, bestuurschef bij de Administratie voor Energie.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Zilveren Palmen

De heer Marcel M.A. Geeraerd, eerste vakman (spec. gebouwen) bij de Algemene Diensten.

Gouden Medaille

De heer Charles L. Lissens, magazijnbediende bij de Algemene Diensten.

Orde van Leopold II

Ridder

De heren :

Jozef Duym, hoofdklerk bij de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen;

Marcel H. Mahute, hoofdklerk bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

Mevr. Georgette M.G. Mambourg, echtg. Thome, directiesecretaris bij de Administratie van het Mijnwezen;